

Gaspillage et mauvaise gestion

Vous ne pouvez jamais dépenser plus d'argent que vous n'en avez; autrement vous déclenchez une inflation qui n'en finit pas.

Il ne pensait pas à ce qu'il disait car, à l'heure acuelle, le gouvernement dépense un milliard de plus qu'il ne fait rentrer dans ses caisses. Les commentaires faits cet après-midi par le président du Conseil du Trésor (M. Buchanan) ne veulent absolument rien dire. Il peut raconter ce qu'il veut, trouver les meilleures raisons du monde, le fait est que le gouvernement dépense chaque mois un milliard de plus qu'il ne fait rentrer dans ses caisses. Le premier ministre a cerné le problème, et annoncé ce qui se passerait, mais cela ne l'empêche pas de le faire quand même.

Il a déclaré également:

Je n'ai jamais pu accepter la moindre discipline sauf celle que je m'imposais moi-même... Je trouvais inacceptable que d'autres sachent mieux que moi ce qui était bon pour moi.

C'est la philosophie d'un individualiste. Ce n'est certes pas la philosophie qu'on s'attend à trouver chez un homme politique: un homme politique qui se refuse à la discipline. Je suppose que c'est pour cette raison que le premier ministre a modifié le Règlement en 1968, afin de retirer au Parlement la possibilité de contrôler effectivement les dépenses publiques. Cette initiative a été parmi les premières du premier ministre à son avènement au pouvoir car, au fond, il n'en a que faire de la Chambre des communes. Voici une autre de ses déclarations:

On doit voir dans le fédéralisme un outil précieux permettant à des partis dynamiques d'implanter des gouvernements socialistes dans certaines provinces, d'où s'est lentement répandue la semence du radicalisme.

Qu'a-t-il bien voulu dire par là? Cette déclaration est des plus étranges et elle fait soupçonner les véritables intentions du premier ministre qui a également déclaré ceci:

En vérité, l'expérience de ce grand stratège, Mao Tsé-Toung, nous porterait à conclure que dans un pays vaste et hétérogène comme le nôtre, l'établissement éventuel de forteresses socialistes dans certaines régions est la meilleure des choses à faire.

Pareille initiative ne peut que semer encore plus le doute. Pour reprendre les propos d'un de mes collègues, ces folles dépenses du gouvernement libéral constituent bel et bien un complot délibéré visant à mener ce pays à sa ruine.»

J'aimerais également parler des désormais célèbres dérobades du gouvernement libéral, que nous rapporte chaque année le vérificateur général. En février dernier, s'adressant au comité des comptes publics de la Chambre des communes, le vérificateur général du Canada, M. J. J. Macdonell, a déclaré que son service n'était en mesure de rendre compte que de la moitié des dépenses gouvernementales qui s'élèvent à 47 milliards de dollars. Selon M. Macdonell, les rapports sur les dépenses du gouvernement que reçoit son ministère étaient tellement contradictoires que c'est prendre un véritable défi que d'en certifier l'exactitude à la fin de l'année. Le député de Comox-Alberni répète à qui veut bien l'entendre que le gouvernement a la situation bien en main. Selon lui, les ministères rendent adéquatement compte de toutes leurs dépenses. En fait, c'est tout à fait faux.

Les collaborateurs de M. Macdonell se sont plaints de ce que le budget des dépenses contienne de trop nombreux tableaux compliqués qu'une simple note explicative remplacerait de façon beaucoup plus parlante. Les budgets gouvernementaux, ont-ils dit, contiennent beaucoup trop de détails sans

[M. McKenzie.]

intérêt et pas assez de renseignements sur le coût réel de chaque programme. Les services du vérificateur général disent qu'il est à peu près impossible aux parlementaires et aux contribuables de trouver les données importantes concernant les dépenses envisagées. C'est pour cette raison justement que nous présentions le 2 février 1978 une motion demandant un système parlementaire efficace, habilité à effectuer des enquêtes et à entendre des témoins sous serment. Cela constituerait un effort sincère pour examiner convenablement les dépenses.

Autre exemple de double emploi, la création récente de la Commission nationale de l'inflation. Nous avons maintenant la Commission de lutte contre l'inflation, même si une partie de son personnel va être mutée à la Commission nationale de l'inflation et au ministère de la Consommation et des Corporations. Trois organismes distincts pour s'occuper des prix, de l'inflation et du tralala. Je ne sais pas à quoi nous servent la CLI ou la Commission nationale de l'inflation.

Permettez-moi de relever les attributions du ministère de la Consommation et des Corporations, qui a un budget de 75 millions par année et un personnel d'environ 2,700 personnes. Son rôle est de promouvoir l'intégrité et la viabilité de l'économie de marché au Canada. Un de ses sous-objectifs est la protection et la promotion des intérêts des consommateurs par le biais d'un marché juste, sûr et efficace. Avec son budget de 75 millions et ses 2,700 fonctionnaires, pourquoi le ministère de la Consommation et des Corporations ne fait-il pas enquête sur les supermarchés qui gonflent leurs prix? Il ne remplit pas sa mission. A quoi nous servent la CLI et le conseil sur l'inflation? A orner la façade, tout simplement.

Un pays bien gouverné attire les investissements. Et les investissements résorbent le chômage. Le gouvernement libéral aime bien se vanter des 450,000 emplois qu'il a créés. Si le secteur privé a pu créer 450,000 emplois avec ce fardeau libéral sur le dos, qu'est-ce qu'il n'aurait pas fait s'il avait été libre des ses mouvements? Tout irait pour le mieux dans notre pays. Je dois souligner que le chômage nous coûte huit milliards et demi par année. Si tout allait aussi bien qu'on essaie de nous le faire croire, le chômage nous coûterait beaucoup moins que cela. Ce chiffre se subdivise comme ceci: quatre milliards et demi vont à la Commission d'assurance-chômage, les impôts perdus s'élèvent à deux milliards et demi et deux autres milliards sont affectés au bien-être. Le Canada est aux prises avec un problème très grave.

● (1730)

Je vais vous donner un exemple de ce que peut faire un gouvernement de type socialiste comme celui que nous avons à Ottawa et celui que nous avons au Manitoba. Je voudrais cependant consigner au compte rendu certains chiffres que j'ai ici. Un conseiller en investissements a recueilli quelques chiffres effarants sur les capitaux qui ont fui la province du Manitoba lorsqu'elle était dirigée par un gouvernement socialiste. Ce gouvernement a été le meilleur ami que l'Alberta et les États-Unis aient jamais eu. Maintenant qu'il n'est plus au pouvoir, l'économie de la province change d'orientation. La province ne peut agir seule. Depuis qu'il a pris le pouvoir, le gouvernement a fait de l'excellent travail, mais il a toujours un lourd boulet à traîner, le gouvernement libéral d'Ottawa.